



CAPN Hors Classe 29^{ème} base lundi 25 mai 2020
Déclaration du SNES-FSU
PsyEN et DCIO

Tout d'abord nous espérons vous trouver pour cette CAPN en bonne santé.

Cette CAPN se tient dans un contexte particulier, nous espérons que malgré sa tenue en visioconférence nos échanges pourront être fructueux, dans l'intérêt des collègues. Comme tous les personnels de l'EN, sans anticipation particulière ni préparation d'une fermeture des établissements scolaires, dès l'annonce du confinement, les psychologues de l'EN se sont mobilisé-e-s pour maintenir le lien avec les équipes enseignantes, les familles, les enfants et les jeunes qu'ils connaissaient. Avec leur matériel personnel, en s'organisant rapidement entre elles-eux pour communiquer, ils-elles ont montré qu'ils-elles étaient opérationnel-le-s et ce, sans injonctions hiérarchiques mais en s'appuyant sur leurs missions. Actuellement, c'est le retour à l'école des élèves, en particulier en situation d'éloignement ou de décrochage scolaire qui mobilise les psychologues.

Nous ferons une déclaration courte compte tenu du contexte mais nous souhaitons réagir à l'actualité, à la crise sanitaire et ses impacts sur l'ensemble des personnels, des élèves et parents d'élèves. Nous souhaitons également réagir à la situation des CIO.

Selon les zones, le retour à l'école a commencé à partir du 11 mai dans le premier degré. La rentrée en collège s'est faite le 18 mai. Alors que le gouvernement visait une réduction des inégalités scolaires induites par l'école à la maison et la fracture numérique, il faut bien constater que majoritairement les élèves qui ont le plus besoin d'école n'y reviennent pas.

Ce retour à l'école suscite beaucoup d'inquiétudes : peur de la contamination par le Covid 19 mais aussi manque de confiance dans la « gestion » de la crise : communications aléatoires et parfois contradictoires voire mensongères autour des masques, décision sans concertation d'une réouverture des écoles le 11 mai en passant sous silence l'avis du conseil scientifique.

Le ministre de l'Éducation a déclaré que ses propositions étaient le fruit de concertations avec les syndicats, les fédérations de parents d'élèves, les organisations lycéennes et les collectivités territoriales. Et tout cela en moins d'une semaine ! Qui peut sérieusement y croire ?

La FSU demande que les garanties sanitaires soient assurées, ce qui est la base d'une reprise du fonctionnement des établissements scolaires.

En ce qui concerne les PsyEN, nous tenons à rappeler au ministre que les PsyEN-EDA et EDO, les DCIO durant le confinement sont resté-e-s fortement mobilisé-e-s avec leur propre matériel (téléphones et ordinateurs), pour assurer au mieux la réponse aux demandes des

familles, des élèves et des enseignant·e·s. La FSU demande une prime d'équipement à l'avenir pour tous les personnels.

Il est nécessaire, au vu de l'expérience traversée, qu'un plan de formation national soit préparé (analyse des problématiques nouvelles rencontrées, travail des psychologues en situation de crise, travail à distance, ...)

La crise sanitaire a mis en évidence ce que le SNES-FSU dénonce depuis de nombreuses années : l'incurie de l'administration vis-à-vis des CIO. L'administration fait mine de découvrir l'absence d'investissement dans le service public : standards téléphoniques vétustes, ne permettant pas de laisser un message vocal ni de transférer les appels, absence d'ordinateur portable, de téléphone que ce soit pour les PsyEN, les administratifs et parfois même les DCIO. Malgré ces conditions de travail déplorables les équipes avec beaucoup de détermination, de débrouillardise et d'ingéniosité ont maintenu les missions du service public.

Le déconfinement pose autant de problème que le confinement. Les réouvertures de CIO se font dans des conditions très variables selon les académies. Notons que certains CIO de territoires vert n'ont pas pu ouvrir le 18 mai faute de livraison de matériel sanitaire.

C'est inacceptable, les CIO doivent pouvoir remplir leurs missions.

D'aucuns évoquent « le monde d'après », pour le SNES-FSU c'est dès maintenant :

- ❖ que le projet de destruction du service public d'orientation de l'EN doit être abandonné,
- ❖ que le « rapport Charvet » doit être mis aux oubliettes,
- ❖ que l'utilité des CIO au travers du travail des équipes doit être reconnue,
- ❖ qu'on en tire les conséquences et que des postes de PsyEN doivent être créés. La crise sanitaire a mis en évidence les besoins dans les établissements et le manque criant de personnel que ce soit dans le premier comme dans le second degré.

Avant d'aborder l'ordre du jour de cette CAPN, nous voulons également dénoncer le recul du dialogue social, conséquence directe de la remise en cause du paritarisme. Nous sommes intervenu·e·s à plusieurs reprises pour alerter sur les conséquences de la loi de transformation de la fonction publique, sur l'opacité dans la mise en œuvre des actes de gestion. Force est de constater que nous avons raison. Nous avons accompagné les collègues mais n'avons obtenu aucune information de la part de l'administration tant au niveau DGRH que du niveau académique. Ce sont les conséquences de la Loi et l'absence de dialogue que nous condamnons. Nous reconnaissons, bien sûr, le travail réalisé dans des conditions difficiles par les personnels de la DGRH ou des DPE.

Pour cette CAPN qui va traiter de la HC pour nos collègues de la 29^{ème} base, de Corse, Guyane, Mayotte et Polynésie Française, nous rappelons le principe qui prévaut : le déroulement de carrière doit se faire sur au moins 2 grades, nul ne doit donc partir aujourd'hui à la retraite sans avoir obtenu la hors classe. Nous ne reviendrons pas sur la problématique des appréciations figées que nous avons déjà dénoncées, bien pâle reflet quand il n'est pas tronqué de notre pratique professionnelle.

Nous avons également quelques remarques et propositions, nous vous en ferons part lors de l'examen des situations des collègues.

Nous vous remercions de votre attention.